
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/2 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.2.59423

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

großes Einvernehmen, dann zeichneten sich Risse zwischen den autokratisch und konstitutionell regierten Staaten ab. Die Interventionsfrage im Falle von Revolutionen in Italien und Spanien ließ Differenzen auftreten. Einig waren sich die Mächte, vor allem aber die europäische Öffentlichkeit, in der Unterstützung der griechischen Unabhängigkeitsbewegung gegen die osmanische Herrschaft. Die Julirevolution in Frankreich vertiefte die Risse zwischen den liberalen West- und den konservativen Ostmächten. Sie stimulierte die Abspaltung Belgiens von den Vereinigten Niederlanden, zu erneuten Revolutionen in Italien und im Deutschen Bund, wo die konstitutionelle Bewegung Erfolge verbuchen konnte, sowie in Polen, wo die Zwingherrschaft des Zaren nach der Unterdrückung des Aufstandes noch härter wurde. Eine anders geartete Unruhe ging von dieser Zeit an ständig vom Osmanischen Reiche aus, dessen langdauernder Zerfallsprozeß begann. Die sich im Zerfall öffnenden Machtlücken suchten die europäischen Mächte jeweils zu ihren Gunsten zu füllen. Bei der Beilegung der dadurch auftretenden Konflikte und Krisen war ein hohes Maß an Konsensfähigkeit erforderlich. Wie der Verfasser zeigt, war diese Fähigkeit den verantwortlichen Staatsmännern in beispielhafter Weise zu eigen.

Die Skizze der Ergebnisse des Buches muß unvollständig bleiben. Leider fehlt ein zusammenfassender Schluß des Verfassers. Längere Kapiteleinführungen sowie resümierende Abschnitte am Ende würden dem Leser, der sich einer raschen Überblick verschaffen will, hilfreich sein. So muß er sich aus unzähligen Details, aus einer übergroßen Faktenfülle mühsam ein eigenes Bild von kleineren wie von größeren Zeitabschnitten formen. Positiv anzumerken ist noch die Beigabe von zehn zweckdienlichen politischen Landkarten und eines Personen-, Sach- und Ortsnamen enthaltenden Index.

Peter BURG, Münster

Rainer GÖMMEL et Rainer KLUMP, Merkantilisten und Physiokraten in Frankreich, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 1994, X – 166 p. (Geschichte der Volkswirtschaftlichen Lehrmeinungen).

Ce livre se partage en trois parties. Dans la première, les auteurs se sont occupés de l'environnement au sens large – *das Umfeld* – c'est-à-dire les fondements de la vie économique et politique en France au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. Dans la deuxième, ils ont présenté les individus (*die Personen*) qui ont été les initiateurs ou les sectateurs des deux doctrines en compétition – le mercantilisme et le physiocratisme. La troisième expose les grandes lignes de ces systèmes et s'achève sur une comparaison et un bref aperçu sur les prolongements dans la pensée économique.

A notre avis, c'est la deuxième partie qui est la mieux réussie. Elle rassemble vingt-huit notices de penseurs ou/et d'hommes politiques ayant joué un rôle dans l'élaboration des concepts ou dans leur exécution. Certains sont bien connus, même en dehors du cercle des spécialistes (Colbert, Quesnay); d'autres le sont moins (Chomel, Abeille). Ils ont été classés d'après leur appartenance aux courants, avec des nuances intéressantes selon qu'ils aient été dans le droit fil d'une doctrine ou seulement des sympathisants. Sans doute, leur nombre aurait-il pu être augmenté soit avec des porteurs de la flamme (les héritiers de Colbert: Seignelay, le fils, et Desmaretz, le neveu), soit avec des comparses (Goyon de la Plombanie dont Jean-Claude Perrot a récemment chanté les louanges), soit plus sérieusement, avec des »collatéraux« (les Agronomes) ou des successeurs sans œillères (Condorcet). Cette remarque est un peu injuste, dans la mesure où Rainer Gömmel et Rainer Klump ne pouvaient gonfler exagérément leur ouvrage, et, en même temps quelque peu pertinente, parce qu'elle introduit à des problèmes de fonds qui se posent sur l'ensemble du livre.

Avouons l'embarras qui est le nôtre pour poursuivre. Car nos collègues ont certainement œuvré avec conscience et cherché à couvrir aussi complètement que possible leurs sujets. Ils

étaient portés, en outre, par une tradition historiographique en France et hors de France qui semblait avoir posé une fois pour toutes les bornes de la discussion, et qui continue de dominer et d'affleurer souvent dans de gros volumes écrits par des auteurs réputés mais négligents quant à leur information. Cependant qui a travaillé dans les archives ou qui a lu des travaux récents »hétérodoxes« – disent les malveillants – mais fondés sur les documents, les choses ne s'offrent plus avec le même visage. On sait que Colbert ne fut ni un petit saint (Daniel Dessert), ni un parfait génie ou un créateur absolu (Charles Carrière, Pierre Goubert); qu'un homme comme Quesnay tourna le dos à son temps avec son hymne à la Terre et à la seule classe utile et que ses disciples les plus proches en remirent sur l'utopie. Certes, ceci se rapporte à des faits plus qu'aux théories mais il n'est pas inutile de bien se rendre complice de l'écart entre les deux sphères. D'autre part, l'analyse des doctrines elles-mêmes d'économie politique gagnerait sans doute à rejoindre la nouvelle approche qui est en usage aujourd'hui en histoire des sciences. Mercantilisme et physiocratie sont fréquemment ramenés à quelques points saillants considérés comme les piliers des théories alors qu'en fait les angles d'attaques et les vues développées sont multiples et les formulations non sans équivoques parfois. R. Gömmel et R. Klump l'ont suggéré à plusieurs reprises: la prise en compte globale aurait entraîné une assez profonde refonte. Mais, encore une fois, ils n'ont guère été aidés par la rigidité entretenue de positions qui devraient tout de même être corrigées ou mitigées – pour le moins. Le déplacement d'accent et de réflexion n'a pas encore été réalisé. Ils n'en sont point responsables.

Michel MORINEAU, Paris

Claudia OPITZ-BELAKHAL, *Militärreformen zwischen Bürokratisierung und Adelsreaktion. Das französische Kriegsministerium und seine Reformen im Offizierkorps von 1760–1790*. Sigmaringen (Jan Thorbecke Verlag) 1994, 388 p.

On pourrait penser que le renouveau de l'histoire militaire en France a laissé de côté la période 1760–1790 pourtant si importante, puisqu'elle correspond à l'élaboration d'une armée qui, malgré les troubles de la Révolution a permis une série de victoires assez surprenantes. En effet l'ouvrage de référence sur ce sujet, *«L'armée et la nation à la fin de l'Ancien Régime»* date de 1914. Il s'agissait de l'introduction à un vaste projet, *«L'armée de la Révolution»* qui n'eut pas de suite, l'auteur, le capitaine Albert Latreille ayant été tué pendant la Première Guerre mondiale. Pendant longtemps cette étude de grande valeur a paru quasi définitive. De plus elle répondait à une question qui dans l'historiographie française revêt une importance capitale, les origines de la Révolution. Or depuis une trentaine d'années les publications d'histoire militaire se sont tournées plus vers les aspects sociologiques ou techniques et vers la pensée militaire que vers les aspects administratifs. Cependant il est apparu au fil des années que cela créait une grave lacune qu'il importait de combler. Des historiens étrangers comme David Bien, moins embarrassés que les Français par l'écran que constitue la date de 1789 pour l'étude de la fin de l'Ancien Régime, et quelques chercheurs français et étrangers, notamment sous l'impulsion de Jean Chagniot et avec l'aide de G. Bodinier, se sont mis au travail. Ils sont encore loin de pouvoir effectuer une synthèse globale. C'est dire que la thèse de Claudia Opitz-Belakhal constitue une heureuse surprise.

Saluons d'abord le courage de l'auteur qui ayant pris le problème à bras le corps devance les efforts de l'école française d'histoire militaire en jetant sur l'administration militaire des dernières décennies de l'Ancien Régime un regard plus détaché de l'épilogue que constitue la Révolution, sans pour autant négliger celui-ci, comme le montre le terminus ad quem de l'étude: 1790.

Cette thèse reprend les questions à la base. Elle s'appuie sur de vastes dépouillements effectués dans les Archives du Service historique de l'armée de terre à Vincennes, notamment